

« Il faut donc avoir ce langage de vérité : la mondialisation fait beaucoup de dégâts » en s'exprimant ainsi, en tant que Premier ministre à l'époque, le 24 novembre dernier, Manuel Valls a surpris tout le monde. ^{que}

Après les diatribes protectionnistes de Donald Trump, le « Brexit » et la montée des partis nationalistes en Europe, le rejet politique de la mondialisation économique semble maintenant largement perçu comme un atout électoral. Nous vivons aujourd'hui dans une économie mondialisée, caractérisée par la multiplication des échanges internationaux et par une interdépendance croissante entre les nations.

En outre, le commerce international est basé sur le libre-échange. Ce principe correspond à une doctrine économique (c'est le « laissez faire » du libéralisme économique) qui préconise la liberté du commerce entre les nations et la suppression de toutes les entraves aux échanges (droits de douanes, contingentements).

De nos jours, on observe l'existence de différentes thèses qui s'opposent. Pour D. Ricardo, les théoriciens HOS, mais aussi pour les institutions telles que l'OMC, le libre-échange procure d'avantage de richesse et stimule la croissance économique. Mais, face à ce discours dominant, on constate que les intérêts de chacun ne se valent pas.

Alors, est-il juste de penser que le commerce international ne présente que des avantages ?

Pour cela, il faut admettre que, certes, il existe des avantages au commerce international. Mais il faut aussi montrer les limites du commerce international, car tous les pays n'y trouvent pas les mêmes intérêts.

Il est juste de penser que le commerce international présente certains des avantages.

Il existe différentes thèses théoriques justifiant le libre-échange selon différents critères. Tout d'abord, la théorie des avantages absolus d'Adam Smith. Selon cet auteur, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les produits pour lesquels il détient un avantage absolu en termes de coût de production ou de productivité. Autrement dit, dans les produits pour lesquels il est meilleur, plus performant que les autres pays, c'est-à-dire les produits qu'il fabrique à moindre coût. En échange, il doit abandonner les produits pour lesquels les autres pays sont meilleurs que lui. La spécialisation conduit alors à une allocation optimale des facteurs de production, elle est source de croissance économique. David Ricardo va, en 1816, compléter cette approche. Selon lui, le pays le plus performant doit se spécialiser dans le produit pour lequel il est comparativement à l'autre le meilleur, c'est-à-dire le produit pour lequel son avantage comparatif est le plus élevé et le pays le moins performant doit se spécialiser dans le produit pour lequel son désavantage comparatif est le plus faible. Si l'Allemagne est deux fois meilleure que la France dans le bien A et trois fois meilleure dans le bien B ; alors l'Allemagne se spécialise dans le bien B et la France dans le bien A.

D'autre part, les nouvelles théories considèrent que les avantages comparatifs sont plus une conséquence qu'une cause des échanges internationaux. Par exemple, pour l'économiste P. Krugman, ce n'est pas essentiellement parce qu'un Etat est plus compétitif dans un produit qu'il l'exporte, mais c'est surtout en exportant qu'il devient plus compétitif. Les gains du commerce seraient alors cumulatifs : l'ouverture internationale entraîne des avantages comparatifs qui permettent une plus grande ouverture et ainsi de suite... En se spécialisant et en échangeant ce qu'il produit contre ce qu'il ne produit plus, chaque pays va allouer de manière optimale ses ressources, il va économiser ses facteurs de production et par conséquent il va augmenter sa production ce qui va entraîner de la croissance économique (gain à l'échange).

Par ailleurs, le commerce international provoque une hausse des productions et des exportations, il en résulte une compétitivité-prix. Le libre-échange encourage à une ouverture accrue des marchés pour pousser à d'avantage de compétitivité. Plusieurs effets sont alors observés : l'effet de

diversification, qui, grâce à l'échange, le consommateur a plus de choix qui lui sont offerts et donc plus de satisfaction. De même pour le producteur, le commerce international lui soumet certains avantages. Il a plus de choix dans les matières premières et les biens d'équipements, ce qui lui permet de baisser ses coûts de production et d'augmenter la qualité de ses produits pour être plus compétitif et ainsi augmenter ses exportations et donc son taux de profit. Le second effet observé est l'effet de concurrence. L'ouverture internationale provoque d'avantage de concurrence sur un même marché, il y a donc des efforts réalisés par les entreprises dans le but de baisser leurs coûts et d'augmenter la qualité de leurs produits ainsi que de leurs services après-vente, dans le but de parvenir à une différenciation des produits par l'innovation et l'investissement. Tout cela crée de la croissance économique. C'est ce que nous pouvons observer dans le document 1, où l'on remarque une corrélation positive entre les évolutions des exportations mondiales et les évolutions du PIB mondial. En effet, nous pouvons voir que lors du plus fort impact de la crise des subprimes, entre 2007 et 2009, les exportations mondiales décroissent et le PIB chute à leurs côtés. Entre 2007 et 2009, les exportations mondiales sont passées de 7% à -12%, soit une chute de près de 20%, ainsi que pour le PIB mondial, qui est passé de 4% à -2%, soit une chute de 6% en 2 ans. En somme, nous pouvons dire que le libre-échange sur lequel est basé le commerce international comporte des avantages aussi bien pour les producteurs que pour les consommateurs, en période de croissance économique.

Les producteurs, en se spécialisant, seront plus efficaces (gagner en habilité, en dextérité) ce qui permet de réaliser des gains de productivité. En produisant en grandes quantités pour vendre à l'international les coûts unitaires de production vont diminuer ce qui permet de réaliser des économies d'échelle, c'est l'accès à un grand marché qui permet la réalisation de ces économies. L'entreprise va pouvoir accroître sa compétitivité-prix grâce aux échanges. Les producteurs ainsi mis en concurrence internationale vont chercher à se distinguer afin d'avoir un pouvoir de marché, par l'innovation (de produits, de procédés...).

Les consommateurs ont accès à une diversification des produits disponibles. Les biens proposés auront un prix moins élevé. Il existe donc des gains de pouvoir d'achat pour les consommateurs. Ils bénéficient des innovations des producteurs.

En définitive, les avantages du commerce international concernent le développement et la croissance économique.

D'autre part, il est naturel de penser qu'il n'y a pas que des avantages au commerce international, car tous les pays n'y trouvent pas les mêmes intérêts, aussi bien sur le plan économique, politique, social qu'environnemental.

Tout d'abord, sur le plan économique, nous pouvons observer que lors d'une compétitivité trop faible d'une entreprise au sein d'un pays participant au commerce international, l'entreprise fait faillite, a recours à la délocalisation ou encore à la sous-traitance. Dans les trois cas, le résultat reste le même, une entreprise souffrant d'une compétitivité trop faible provoque incontestablement du chômage. Nous pouvons prendre en exemple le document 3, dans lequel on observe que la production par habitant stagne alors que la consommation augmente considérablement (300 euros de plus par habitant entre 1960 et 2005). Ce qui signifie qu'on a eu recours aux importations qui se sont substituées à la production nationale, cela a évidemment provoqué une destruction de l'emploi : 500 000 emplois détruits entre 1960 et 2005.

De plus aujourd'hui, la compétitivité-prix poussent les entreprises à réaliser une différenciation de leurs produits, à améliorer leurs services (tels que les services après-vente), à innover etc... Les limites de la mondialisation apparaissent ici bien, car les entreprises ayant une faible compétitivité-prix n'arriveront pas à subsister n'ayant pas leur place dans la mondialisation. De plus, toujours faut

de compétitivité, certaines activités nationales peuvent être remises en cause (secteur métallurgique, textile, automobile en France), ce qui peut, à terme, entraîner une hausse du chômage.

Les inconvénients du commerce international ne s'arrêtent pas là. En effet, pour certains pays en développement, la spécialisation dans des produits à faible valeur ajoutée, dont la demande augmente relativement faiblement et pour lesquels les termes de l'échange se dégradent (le prix des produits importés augmentent plus vite que les prix des produits exportés) a conduit à une impasse et à un mal développement. Enfin, concernant ces pays, certains auteurs dénoncent le fait que le commerce international est à l'origine d'un processus de domination au niveau international. Ce sont les économies qui maîtrisent les technologies et qui sont spécialisées dans les produits à fort valeur ajoutée qui dominent des économies moins avancées technologiquement et enfermées dans des spécialisations peu porteuses. En outre, les pays producteurs de matières premières sont alors dépendants de l'évolution de la demande adressée principalement par les pays développés. L'insertion des PED dans le commerce mondial, par l'application des principes du libre-échange, se traduirait par un renforcement de la dépendance de ces pays à l'égard des pays développés à économie de marché, ce qui empêche la réduction des inégalités de développement. Selon certains économistes, le commerce international serait un processus d'exploitation des pays riches par les pays pauvres. On peut donc en déduire que toutes les spécialisations ne se valent pas. Le document 2 nous le montre en effet, le Niger a une balance déficitaire importante puisque ses exportations soustraites à ses importations donnent un résultat négatif ; c'est un pays qui se spécialise dans les biens primaires qui connaissent une détérioration des termes de l'échange et de spécialisation dans des biens à faible valeur ajoutée.

De nos jours, même les économistes ne croient plus à la mondialisation heureuse et sont désormais plutôt enclins à souligner son rôle dans la montée des inégalités ; Paul Krugman avouait s'être trompé contrairement à ce qu'il avait dit 10 ans plus tôt, la mondialisation fait des perdants et nourrit les inégalités.

Effectivement, il existe aussi des limites sociales au commerce international. On observe un clivage nord-sud comme constaté précédemment. De plus, la hausse des inégalités ne cessent pas ainsi que la pauvreté qui est une conséquence directe du chômage de masse provoqué par les limites économiques. En tant que limite sociale nous pouvons aussi aborder le sujet de l'uniformisation. Le commerce international a aussi eu pour effet l'uniformisation de la consommation des individus aux pouvoirs d'achat suffisant. Effectivement aujourd'hui, avec les effets de mode, l'uniformisation de la demande et de ses spécificités, sont aussi des limites du commerce international. On observe en réalité une espèce d'américanisation et en tout cas d'occidentalisation du monde. De plus, la différence de pouvoir d'achat énoncée plutôt creuse les inégalités sociales, car ces globalisations sont largement responsables de la montée des inégalités de revenus, selon Pierre-Noël Giraud, professeur d'économie.

Nous pouvons aussi brièvement aborder le sujet de la responsabilité des multinationales. Le 12 avril 2012, F. Hollande a fait une proposition de loi sur ce sujet afin de « traduire dans la loi les principes de responsabilité des maisons mères vis-à-vis des agissements de leurs filiales ». L'objectif de cette proposition de loi était de lever l'impunité des multinationales en leur imposant un « devoir de vigilance » vis-à-vis des pratiques sociales et environnementales de leurs filiales à l'étranger et de leurs sous-traitants. La prise de conscience de cette nécessité s'était accélérée avec l'effondrement du Rana Plaza (une usine textile au Bangladesh) en avril 2013, causant la mort de 1134 personnes. Ajouté à cela, les limites politiques du commerce international. On observe aujourd'hui les diatribes protectionnistes de Donald Trump, qui a annoncé la fin des grands accords commerciaux avec le reste du monde (le Tafta, l'accord avec l'Europe, est sûrement mort dans ce contexte) et l'imposition des droits de douane élevés sur les produits chinois jusqu'à 45%. Ce protectionnisme tarifaire

démontre un retour à une forme d'autarcie nationale, mais pas seulement aux Etats-Unis. Avec la hausse du chômage et la baisse des protections salariales, la montée des partis nationalistes en Europe est fulgurante. En effet, on observe un réel euroscepticisme, d'autant plus accru depuis le « Brexit ». C'est un sujet au cœur de la politique française, sous forme cette fois-ci de « Frexit », ce qui montre une fois de plus les limites du commerce international au niveau politique.

Enfin, les limites environnementales du commerce international sont aussi bien présentes. En effet, la globalisation des échanges a provoqué une détérioration du capital naturel mondial, n'ayant pas respecté les limites environnementales. Or la remise en cause récente du traité sur l'environnement par le géant américain montre, une fois de plus, que les intérêts de profit que procure le commerce international, vont à l'encontre de traités poussant à la préservation de l'environnement. Nous pouvons en parallèle citer la COP 22, tenue à Marrakech en 2016, qui a montré une stabilisation des rejets de CO₂, stabilisation réalisée principalement du fait de la Chine, qui représente plus du quart des émissions énergétiques. Les efforts importants de ce pays, en termes d'effet politico-environnementaux, pour économiser l'énergie et décarboner sa production électrique jouent aussi.

En conclusion, si plusieurs éléments poussent à la démondialisation de l'économie, nous n'en avons pas fini pour autant avec la mondialisation. La concurrence internationale entre les territoires sera peut-être moins forte, mais elle ne va pas disparaître. La nouvelle phase de la mondialisation est celle des échanges de données, du numérique (acheter sur un site étranger) et une représentation du monde plus ouverte grâce aux médias sociaux, poussant les individus à être de plus en plus mondialisés.